



Le Monde des livres

- L'insurrection Lautréamont continue
- Chine : autopsie de la Révolution culturelle

Supplément

Allemagne

- Législatives : le SPD à la peine
- Guido Westerwelle, chef du Parti libéral

Pages 9, 10 et 23

Vendredi 25 septembre 2009 - 65^e année - N°2014 - 1,40 € France métropolitaine www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

G20 : enquête sur la très influente banque d'affaires Goldman Sachs

- Tout-puissant sous George Bush, le premier établissement financier américain reste au cœur du pouvoir
- La régulation de la finance et les bonus figureront parmi les principaux enjeux du sommet de Pittsburgh

Un an après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, qui a précipité la crise mondiale, les dirigeants des principales puissances se réunissent jeudi 24 et vendredi 25 septembre. Après Washington (novembre 2008) et Londres (avril 2009), c'est Pittsburgh, cité sidérurgique reconvenue à l'économie verte, qui accueille ce troisième G20.

À l'ouverture de cette rencontre, les dirigeants n'affichaient qu'une unité de façade. Alors que Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), et le président américain, Barack Obama, jugent que la crise s'estompe, Nicolas Sarkozy a réaffirmé, mercredi 23 septembre sur TF1 et France 2, qu'« on sera sorti de la crise quand le chômage recommencera à baisser ».

Mais c'est sur la régulation financière que les divergences devraient être les plus évidentes. Deux visions semblent s'opposer. Conduits par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande, Angela Merkel, les Européens souhaitent modifier les comportements des marchés financiers en plafonnant les bonus, en rendant les normes comptables moins sujettes à la volatilité des marchés, voire, pour Paris et Berlin, en créant une taxe Tobin qui rendrait la spéculation moins attractive. De leur côté, les Américains estiment qu'il ne faut pas brider les marchés, mais simplement accroître les filets de sécurité. D'où leur proposition de renforcer les fonds propres des banques.

À demi-mot, les dirigeants européens jugent que l'administration démocrate ne prend pas suffisamment ses distances avec Wall Street, notamment avec la pre-



Le siège de la banque Goldman Sachs, au cœur de Wall Street. JEREMY BALES/BLOOMBERG NEWS

mière banque d'affaires mondiale : Goldman Sachs, un des principaux contributeurs de la campagne du candidat Obama. Bénéficiant de la disparition de sa rivale Lehman Brothers et du plan de sauvetage des banques, Goldman Sachs a déjà annoncé des profits et des bonus historiques.

« GS », dont les liens étroits avec l'administration américaine remontent à plusieurs décennies, semble en fait aussi influente aujourd'hui qu'elle l'était sous George W. Bush, quand son ancien PDG, Henry Paulson, était secrétaire au Trésor. ■

- **Enquête** L'influence de Goldman Sachs sur la Maison Blanche. P. 20-21
- **Analyses** Jean-Paul Fitoussi (OFCE) et Thomas Coutrot (Attac). P. 2 et 22
- **Conjoncture** La prudence de la Réserve fédérale américaine. P. 16
- **Politique** M. Sarkozy et le G20. P. 16

Sarkozy parle de « coupables », le procès Clearstream s'enflamme

Cela s'appelle une aubaine. En déclarant, mercredi 23 septembre à la télévision, que « deux juges indépendants ont estimé que les coupables devaient être traduits devant un tribunal », le chef de l'Etat a fourni à la défense de Dominique de Villepin, mis en cause dans le procès des fichiers trafiqués de la chambre de compensation luxembourgeoise Clearstream, une arme lourde. Atteinte à la présomption d'innocence? Traduction de l'animosité de M. Sarkozy à l'encontre de l'ancien premier ministre? L'incident de séance qui a aussitôt éclaté dans l'enceinte du tribunal de grande instance de Paris ne devrait pas demeurer sans suite. ■

Lire page 14

Paris et Téhéran entretiennent une stratégie de la tension

Les relations entre la France et l'Irlande se dégradent. Dans son interview télévisée diffusée mercredi soir, Nicolas Sarkozy a rejeté toute idée d'« échange » entre la Française Clotilde Reiss, retenue depuis deux mois et demi en Iran, et Ali Vakili Rad, condamné en 1994 pour l'assassinat, en France, de l'ancien premier ministre du chah d'Iran, Chapour Bakhtiar. Auparavant, dans son discours devant l'ONU, le président français avait averti les dirigeants iraniens que, « en misant sur la passivité de la communauté internationale pour poursuivre leur programme nucléaire militaire, ils commettent une tragique erreur ». ■

Lire pages 6 et 7

Le regard de Plantu



L'avenir du luxe est peut-être en Chine

Entretien « Un géant pour les produits de marque. » Tel est le rôle qu'anticipe, pour la Chine, dans les secteurs du luxe et du prêt-à-porter, Dominique Jacomet, directeur général de l'Institut français de la mode. P. 19

New York accuse Jean Nouvel de viser trop haut

Architecture Polémique à propos de la future tour Hines. Ce projet, au cœur de Manhattan, près du Museum of Modern Art, confié à l'architecte français Jean Nouvel, peut-il tutoyer les 380 mètres? Doit-il en avoir 60 de moins? P. 25

La fin du tour du monde en 80 jours à vélo



Il arrive! Le défi lancé, sur deux roues, par Guillaume Prébois au héros de Jules Verne Phileas Fogg doit prendre fin vendredi 25 septembre, à Paris, devant le siège du « Monde », où le journaliste est attendu entre 16 et 17 heures. Deux pages spéciales dans nos éditions datées 26 et 27-28 septembre

CHARDORTT DJAVANN

NE NÉGOCIEZ PAS AVEC LE RÉGIME IRANIEN

Lettre ouverte aux dirigeants occidentaux

Flammarion

« SI, AUTOUR DE VOUS, QUELQU'UN INSISTE POUR DIALOGUER AVEC CE RÉGIME, SACHEZ QU'IL EST SOIT UN TRAITRE, SOIT UN IGNORANT. »

Photo © C. Wagners

Editorial
Réchauffement

Bravo, M. Ban Ki-moon ! En convoquant les chefs d'Etat, mardi 22 septembre, à New York, le secrétaire général des Nations unies a efficacement œuvré au déblocage des négociations sur le climat. Depuis plusieurs mois, celles-ci, menées par les diplomates, s'enlisent. Au train où allaient les choses, il était devenu clair que l'adoption d'un traité à Copenhague, en décembre, pour prendre la suite du protocole de Kyoto, conclu en décembre 1997, aurait pu se trouver compromise.

En grimant à l'échelon supérieur, la question est passée du terrain technique au politique. Et les principaux dirigeants de la planète ont répondu à l'appel. Les Européens et les Japonais ont abattu de nouvelles cartes sur la question financière, alors que l'aide des pays riches aux pays du Sud bloque la discussion depuis la conférence de Poznan, en décembre 2008. Les Africains et les Etats insulaires ont délaissé les invectives à l'encontre des pays industriels et ont affiché une attitude très ouverte.

Même la Chine a fait une avancée importante. Elle a pris l'engagement de réduire ses « émissions de gaz carbonique par unité de PIB de façon notable d'ici à 2020 par rapport à 2005 ». Même si le terme « notable » apparaît trop vague et s'il n'est pas encore question de réduction absolue, les autorités chinoises ont indiqué qu'on ne peut plus nettement que la question de la diminution des émissions de gaz carbonique n'était plus taboue. En agissant ainsi, Pékin a rendu caduc l'argument longtemps avancé par les Etats-Unis selon lequel ils ne pouvaient rien faire en absence d'action de la Chine.

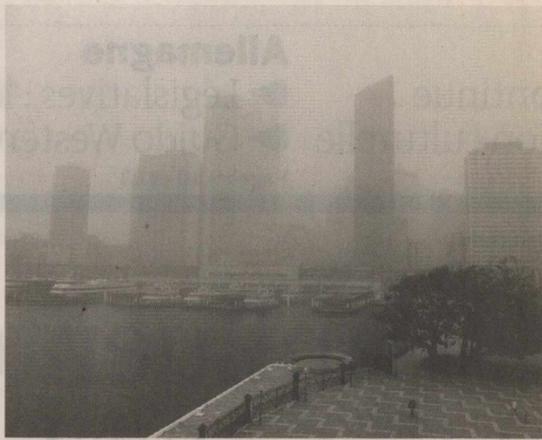
Un accord à Copenhague paraît donc possible autour de trois idées : un engagement fort de réduction de la part des pays les plus développés ; la mise au point d'un mécanisme de financement pour utiliser des fonds venant des pays du Nord vers les Etats pauvres afin de les aider à faire face au changement climatique ; des engagements des pays émergents à agir, voire à réduire leurs émissions à long terme.

Il manque une pièce à ce dispositif : les Etats-Unis. Barack Obama n'a pas bougé d'un pouce depuis le printemps, se retranchant derrière son Congrès. Légitime en principe, cette attitude est aujourd'hui de plus en plus mal comprise par les partenaires de la première puissance mondiale. Washington va devoir mettre du sien, ne serait-ce que pour répondre à l'ouverture esquissée par la Chine. On attend du président américain davantage d'audace ! ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directeur, directeur de la publication : Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directeur : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Gréissamer
Editeur : Michel Sfeir
Directeur de la rédaction : Alain Frachon
Directeur éditorial : Gérard Courtois
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi, Isabelle Talès, Philippe Le Cœur (numérique), Didier Pourquery (Le Monde Magazine)
Chef d'édition : Françoise Tovo
Directeur artistique : Quintin Leeds
Veille de l'information : Eric Azan
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
Gilles van Kote, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)
Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. 01 57 28 20 00 ; télécopieur : 01 57 28 21 21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01 57 28 21 74
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48
Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice Guillemin
94852 Ivry cedex
PRESSE PAYSANNE
2007
Directeur général : Bénédicte Hall-Ottenswaeter
Président : David Guiraud
80, Bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
PRINTED IN FRANCE Tél. 01 57 28 20 00 Fax 01 57 28 20 24

L'actualité sur Lemonde.fr



AFP/GREG WOOD

Sable rouge sur Sydney

Une énorme tempête de sable rouge venue du désert a fortement perturbé, mercredi 23 septembre, la vie des habitants de Sydney, comme le montre un **portfolio**. Le fort vent a notamment entraîné des retards dans les aéroports et le service de ferries dans le port a été suspendu.

Deux ou trois choses que je sais de la crise

La croissance du PIB est redevenue positive, les Bourses reprennent leur ascension, les banques renouent avec les profits et l'on commence à affirmer, de façon de plus en plus pressante, l'exigence du retour au monde d'avant. Il faudrait au plus vite mettre en œuvre une **exit strategy**. L'expression ne signifie pas, comme on pourrait le croire, stratégie de sortie de crise, mais stratégie de sortie de l'Etat des affaires économiques.

L'accumulation de dette publique comme celle de liquidités font renaitre la crainte même qui a présidé à l'organisation du monde d'avant, celle du retour de l'inflation. Que ces accumulations soient conséquences de l'errance des marchés ne change rien à l'analyse tant on a tôt fait, dans un monde déserté par la mémoire, de rendre les effets coupables des causes.

Une « exit strategy » permettrait peut-être le retour au monde « d'avant », mais sans avoir remédié à ce qui l'a fait s'effondrer

Prendre au sérieux cette exigence conduirait en réalité à cultiver les germes de reproduction de la crise. Car, de fait, cette crise ne trouve son origine ni dans la dette publique ni dans l'inflation. C'est une crise financière reflétant un dysfonctionnement majeur des marchés financiers. Pour autant, elle n'est que partiellement imputable à la myopie de ces derniers et au comportement tantôt prédateur tantôt moutonnier de leurs acteurs. J'ai la conviction que des causes plus profondes sont elles-mêmes à l'origine de l'implosion du système financier.

Le dernier quart de siècle ne fut pas, dans les pays riches, favorable au monde du travail, dans sa très grande majorité. Les inégalités se sont creusées presque partout, comme il ressort des études des grandes organi-

Un G20 pour rien ?

Pour le **blog « E-FI »**, le G20 à Pittsburgh « ne permettra pas de traiter les graves dysfonctionnements économiques mondiaux » dans la mesure où il ne s'attaquera pas au « problème principal » : « la désorganisation et le laxisme des banques centrales ».

« Les bulles sur les actifs financiers sont liées à un excédent de liquidités, créé par deux phénomènes : faiblesse des taux directeurs des banques centrales occidentales depuis plus d'une dizaine d'années, mais aussi accumulation excessive des réserves de change des pays exportateurs », explique le blog.

Il souligne que « les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou l'Espagne, par exemple, ne sont pas prêts à accepter l'idée d'une politi-

que monétaire moins accommodante, augmentant de facto les taux d'intérêt sur les crédits. Le modèle de croissance par l'endettement est pour le moment l'unique relais de croissance de nos pays et ne peut donc être infirmé par nos politiques, sous peine d'une véritable déstabilisation de notre société ».

Gourcuff, chevalier blanc

Le **blog « Contre-pied »** estime que « la France du ballon rond a trouvé son chevalier blanc » : Yann Gourcuff. Le milieu de terrain de Bordeaux « est sage comme une image. Parle distinctement. Ne parle que de jeu, et ne dis jamais "je" mais "nous" ou "on". Très stylé, le garçon est également le prototype du joueur à la française, tout dans la grâce, la stratégie, le risque mesuré ».

Analyse

Jean-Paul Fitoussi
Editorialiste associé

sations économiques internationales. La crise n'est-elle pas née au cœur du système capitaliste contemporain, les Etats-Unis, là où les inégalités ont le plus augmenté ? Le corollaire de la montée des inégalités de revenu est une faiblesse structurelle de la demande globale, puisque ceux qui dépendent tout ont moins à dépenser, tandis que ceux dont la dépense n'est qu'une faible fraction de leur revenu voient celui-ci augmenter encore.

Dans ce contexte, la politique monétaire, instrument privilégié de régulation de la demande globale, se doit d'être expansionniste. Elle devient endogène à l'état des inégalités. La baisse des taux d'intérêt facilite l'accès au crédit et la croissance de l'endettement privé. L'autre face du phénomène est qu'une fraction très faible de la population (moins de 1 pour cent, si ce n'est 1 pour mille) voit ses revenus croître dans des proportions considérables. Elle recherche alors des occasions d'investissement et, soit directement, soit par la médiation du système financier qui lui promet monts et merveilles, contribue à la formation de bulles spéculatives – des prix d'actifs (immobiliers, financiers) qui enflent bien au-delà de leur valeur réelle.

La beauté de la chose est qu'alors tout semble pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le système apparaît équilibré, puisque à la montée de l'endettement privé correspond une augmentation de la valeur des actifs, ce qui donne l'impression que la richesse nette des ménages ne s'est pas réduite, voire a augmenté. Lorsque le marché corrige brutalement ses excès, le système s'effondre, la plupart des débiteurs devenant insolvables.

La mécanique de crise est implacable. La montée des inégalités ne peut que condui-

re à un relâchement de la politique monétaire et, dans un marché financier peu régulé, à un envol du prix des actifs.

Mais un second élément a contribué à la fois à déprimer la demande globale et à alimenter les marchés en liquidités : l'accumulation de réserves par les pays émergents. La crise asiatique de 1997 leur a enseigné qu'il valait mieux éviter la tutelle des institutions internationales. Les pays contraints d'avoir recours au Fonds monétaire international (FMI) avaient alors payé un lourd tribut en termes de croissance économique, de souffrance sociale et de perte de souveraineté. Echaudés par cet épisode, ils ont choisi de s'autoassurer contre l'instabilité macroéconomique du monde, en accumulant des réserves en dollars. C'était autant de soustrait à la demande mondiale, et c'était autant de liquidités nouvelles alimentant la déraison des marchés financiers.

Ces deux causes structurelles sont, hélas, appelées à perdurer. Le retour de la croissance est une bonne nouvelle. Elle signifie que la chute de la demande globale a été interrompue grâce à l'action des Etats. Il reste que le PIB mondial est aujourd'hui 4 à 5 points plus bas que ce qu'il était avant la crise. Il faudra plusieurs années de croissance pour rattraper ce niveau. En attendant, le chômage – vrai marqueur de la crise – continuera d'augmenter.

Aussi, une **exit strategy** permettrait peut-être le retour au monde « d'avant », mais sans avoir aucunement remédié à ce qui l'a fait s'effondrer. La croissance des inégalités n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'une conception particulière de la « vertu économique » qui place au cœur des politiques publiques la concurrence fiscale et sociale. De même, l'accumulation de réserves en guise d'assurance dans les pays émergents est le reflet des carences dans l'organisation de la gouvernance du monde, et notamment l'absence d'une monnaie de réserve réellement internationale. Nous ne sortirons de la crise qu'à condition de vouloir la comprendre : le G20 le voudra-t-il ? ■

Courriel : jeanpaul.fitoussi@ofce.sciences-po.fr

Il y a 50 ans dans Le Monde
Espionnage chez l'évêque de Berlin-Est

LES AUTORITÉS CATHOLIQUES ont élevé une vigoureuse protestation auprès du gouvernement de Fankow à la suite de l'installation d'un micro caché dans la demeure de Mgr Alfred Bengsch, évêque auxiliaire de Berlin.

Simultanément, *Petrusblatt*, organe officiel du diocèse de Berlin, réfute les allégations est-allemandes selon lesquelles le micro aurait été installé par des agents américains. D'après le journal, « une vigoureuse protestation » a été adressée aux autorités de Berlin-Est – où se trouve la demeure de l'évêque – à la sui-

te de cet incident, qui provoque une nouvelle tension dans les relations entre l'Eglise et le régime communiste.

Un communiqué de l'évêché affirme que Mgr Bengsch avait été pris de soupçons à la suite de « l'étrange conduite de deux employés des postes est-allemandes venus installer un nouveau téléphone chez lui. Le lendemain, il décida d'appeler un de ses amis technicien pour examiner l'installation ». Cet examen révéla qu'un micro ultrasensible, de fabrication américaine, avait été monté sous la sonnette du téléphone. Mais, ajoute le document,

ce microphone était d'un type que l'on peut acheter dans n'importe quel magasin. Les autorités de Berlin-Est avaient accusé l'évêque de s'être prêté à une opération d'espionnage.

La protestation a été adressée au ministre est-allemand des communications et le ministère de la sécurité d'Etat a été mis au courant de l'affaire.

Le communiqué déclare qu'il est à espérer que l'évêque auxiliaire pourra à l'avenir « poursuivre sa tâche spirituelle, librement et sans ingérence ».

(25 septembre 1959)

Chronique
Vive l'Europe orientale !

L'avantage des anniversaires, c'est qu'ils permettent de marquer une pause et de mesurer le chemin parcouru. Le mur de Berlin a été mis à bas il y a vingt ans. A cette époque, on devinait confusément que cette période historique, où les régimes communistes tombaient comme des dominos, dessinait un nouveau continent. Nous y sommes. Et il y a de quoi se réjouir devant ce véritable miracle, dont le mérite revient aux peuples concernés et

International

Piotr Smolar

à l'Union européenne (UE). Celle-ci leur a proposé un horizon, l'adhésion, conditionnée par des réformes majeures.

Aujourd'hui, l'Europe orientale existe, s'affirme sur le plan international et arrache une à une les racines de l'ancien régime. Que de défis relevés ! La transition politique – du parti unique au pluralisme démocratique – et la transition économique – d'un système planifié à une économie de marché – représentent des succès incontestables, des pays baltes à la Hongrie, en passant par la Pologne ou la République tchèque. Tous ont intégré l'UE et l'OTAN.

Naturellement, ces succès ont eu un prix. Une phase de désenchantement a suivi l'euphorie de 1989. La vie démocratique banale, avec ses accès de populisme et son hypercommunication creuse, ne suscite guère d'enthousiasme. Puis la crise mondiale a fragilisé ces nations, dont certaines n'ont pas encore adopté l'euro. Mais elle n'a pas remis en question le système bancaire ou l'émergence d'une génération inédite d'entrepreneurs.

Depuis l'entrée de l'Europe orientale au sein de l'UE, une nouvelle phase de l'histoire a débuté, après celle de la révolution intérieure : l'affirmation de ces pays sur le plan international. La nomination du Polonais Jerzy Buzek à la tête du Parlement européen, le 14 juillet, en est une illustration. La Pologne et les pays baltes ont

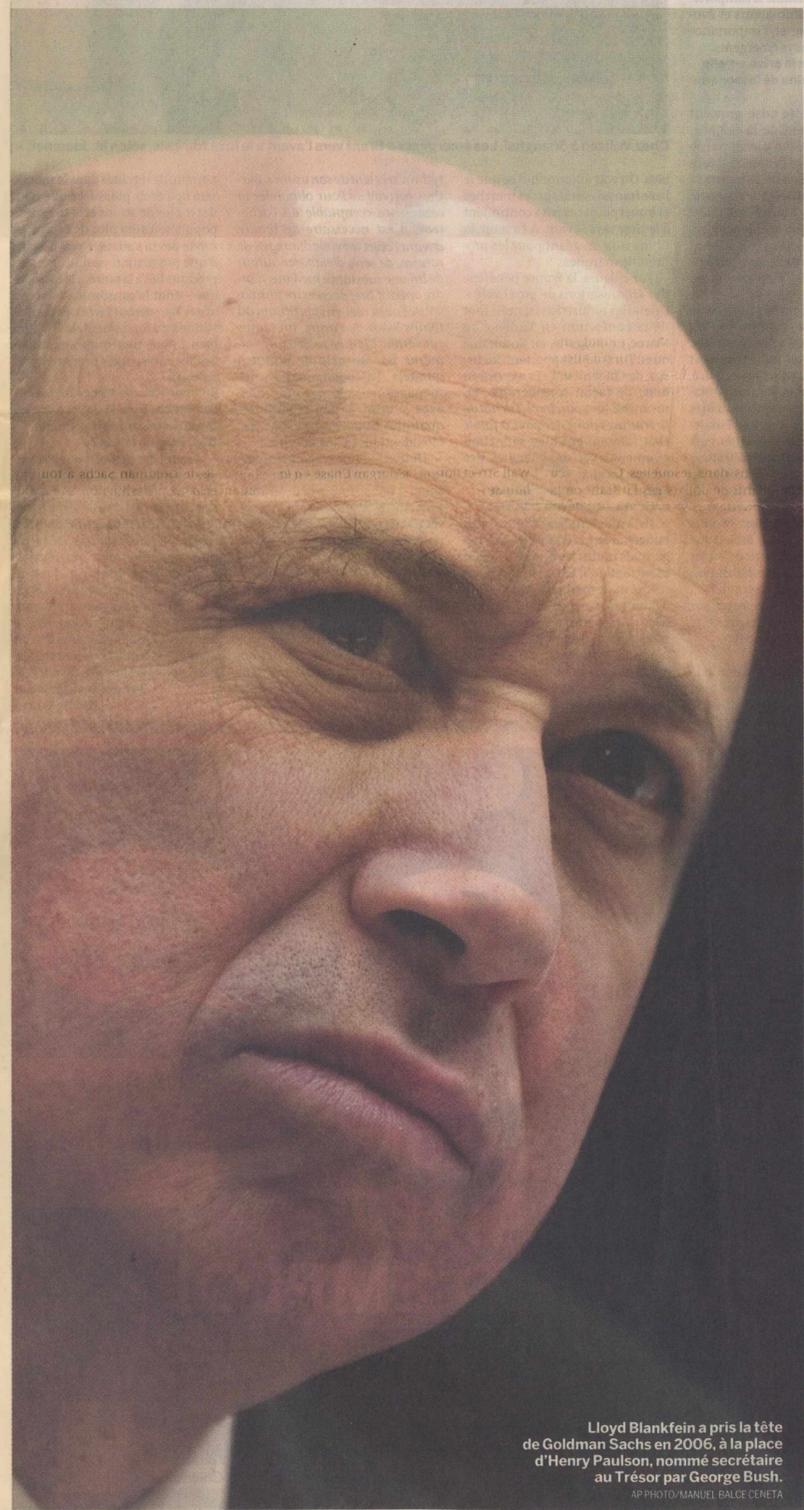
Ces nations doivent peser davantage encore, au sein de l'UE, sur les questions-clés

déjà fait entendre leur différence, d'une même voix, en soutenant les acteurs des « révolutions de couleur », en Géorgie et en Ukraine, puis en essayant de faciliter le dialogue entre la Biélorussie et l'UE. L'obsession de ces pays européens, totalement sous-estimée à Paris, Londres ou Berlin, demeure leur sécurité. Ils partagent une sensibilité particulière, historique, vis-à-vis de la menace russe.

Sur ce point, la Pologne et la République tchèque vivent une désillusion, avec le renoncement de l'administration Obama au projet de bouclier antimissile. Mais cet échec pourrait aussi déclencher un déclic psychologique, à terme. Ces pays sont invités à ne plus concevoir leur sécurité dans la seule perspective d'un tête-à-tête avec les Américains. Ils doivent peser davantage encore, au sein de l'UE, sur les questions-clés comme le serpent de mer de la défense commune et de la politique étrangère. Reste encore un obstacle à lever, pour faciliter cette maturation : briser le mur dans les têtes. Mais pas les leurs. L'ignorance des dirigeants occidentaux, notamment français, à l'égard de l'histoire et des attentes de l'Europe orientale demeure abyssale. ■

Courriel : smolar@lemonde.fr

Goldman Sachs La Maison Blanche sous influence



Lloyd Blankfein a pris la tête de Goldman Sachs en 2006, à la place d'Henry Paulson, nommé secrétaire au Trésor par George Bush. AP PHOTO/MANUEL BALCE CENETA

Nombre d'anciens dirigeants de la première banque d'affaires du monde arpentent les allées du pouvoir à Washington. Cet entrent-ils à mieux traverser la crise financière que ses rivales ? Ces liens privilégiés persistent-ils sous l'administration Obama ? Enquête

Sylvain Cypel

Le 11 septembre, Michael Moore présentait au Festival du cinéma de Toronto son nouveau film, *Le Capitalisme, une histoire d'amour*. Après la projection, un spectateur l'interroge sur Barack Obama. Le réalisateur rappelle qu'il a activement soutenu le candidat démocrate. Sa plus grande crainte, ajoute-t-il, est « l'influence que pourrait exercer Goldman Sachs sur la nouvelle administration ».

Pour le cinéaste comme pour de nombreux Américains, Goldman Sachs reste le diable. L'entregent, la qualité du lobbying, l'influence politique que l'on attribue à la première banque d'affaires du monde impressionnent toujours autant. Les administrations passent, « GS » reste. Son nom condense presque à lui seul l'identité des milieux d'affaires américains. « *Quelle chose de similaire à ce que furent longtemps les Rothschild en Europe* », note le recteur de la Business School de l'université de New York, Thomas Cooley.

Goldman, dite encore « la firme », continue de susciter louanges et jalousies – détestation parfois. Non seulement la banque est très rentable, mais admirateurs comme contempteurs admettent que sa « culture d'entreprise » lui confère des avantages inégalés. Et louanges et jalousies portent de plus en plus sur ses supposées connexions politiques. D'où son sobriquet : « GS » comme « *Government Sachs* ».

Goldman souffre désormais d'un « problème d'image », notait le *Wall Street Journal* en juillet. En 2007, les 30 000 salariés de Goldman dans le monde ont géré 22 200 milliards de dollars d'actifs. Son PDG a perçu la plus forte rétribution de l'histoire de la finance : 74 millions de dollars, dont 41 en stock-options. La banque a eu un seul trimestre déficitaire en 2008 et a ensuite réalisé les plus gros profits de son existence : 5,3 milliards de dollars de bénéfices nets au premier semestre 2009 ! Depuis son niveau le plus faible, en novembre 2008, le cours de l'action GS a plus que triplé !

Classée à la 20^e place en 2008 dans la liste annuelle des « 100 personnalités les plus influentes » du magazine *Vanity*

Fair, Lloyd Blankfein, le PDG de GS, s'est retrouvé au premier rang de ce classement en 2009. Explication du magazine : « *Difficile de trouver une institution financière qui a aussi bien traversé la crise que Goldman Sachs.* »

Maria Woehr, sur le site spécialisé Dealscape, ne comprend pas les commentaires sur le « problème d'image » de Goldman Sachs : « *Pourquoi tout ce buzz autour de la dégradation de l'image de Goldman ? C'est l'entreprise la plus grosse et qui réussit le mieux de toutes les institutions de Wall Street. Son image devrait être excellente ; or elle ne l'est plus.* »

GS a la réputation d'être opaque ? Lucas Van Praag, son porte-parole, veut bien assumer. Lorsque nous lui avons demandé de rencontrer ses lobbyistes à Washington (GS est le numéro un du secteur bancaire en dépenses de lobbying), il nous a indiqué sans ambiguïté qu'il n'en était pas question. Quant à la nature de cette influence, la question se pose ainsi : GS bénéficie-t-elle d'un traitement privilégié de la part des pouvoirs publics américains ? Ce qui fait sa force, ou sa puissance, explique-t-il son entregent politique ?

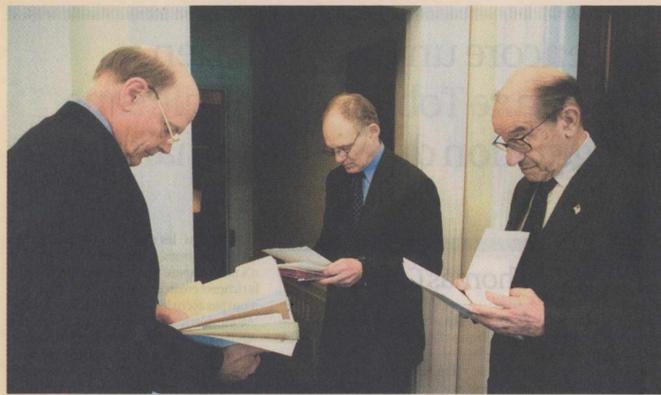
Rétrospectivement, note le président de la filiale américaine d'une banque européenne, si Lehman Brothers avait été renflouée par l'Etat comme Bear Stearns l'avait été six mois plus tôt, « *jamais le Congrès n'aurait voté les 700 milliards de dollars du plan de sauvetage financier.* » Doit-on en conclure que l'intérêt de Goldman (voir disparaître Lehman, un concurrent direct) et celui de l'Etat (créer un choc pour obtenir l'aval des élus pour la recapitalisation publique du secteur financier) se conjugaient conjonctuellement ? Le banquier sourit : oui, « *la mort de Lehman était inscrite* », pour que Merrill Lynch puisse être reprise, et Morgan Stanley et Goldman préservées.

« *C'est une certitude, si Goldman Sachs avait été à la place de Lehman, jamais le Trésor ne l'aurait laissé aller à la faillite* », estime le patron du hedge fund Dome Capital, Antoine Bernheim (aucun lien avec son homonyme, patron de l'assureur Generali). Cette phrase, nous l'avons entendue, quasi identique, dans la bouche de tous nos interlocuteurs à Wall Street. William Cohan, un ancien banquier qui prépare un livre sur Goldman Sachs, balaie cette conviction. Il la juge « *rhétorique, parce que Goldman n'aurait pas pu se retrouver dans la situation de Lehman, sinon ce n'aurait pas été Goldman* ».

Ce qui n'est pas rhétorique, c'est le nombre d'anciens banquiers de Goldman Sachs dans les allées du pouvoir depuis plus de quinze ans. Sous Bill Clinton, on entendait déjà : « *Goldman est dans la Maison* » – la Blanche, s'entend. Son représentant le plus connu fut Robert Rubin, vingt-six ans chez GS, qui abandonna sa présidence pour devenir secrétaire au Trésor américain. A la fin des années 1990, avec Alan Greenspan, le patron (républicain) de la Réserve fédérale (Fed, banque centrale des Etats-Unis), Robert Rubin fut le grand architecte de la dérégulation massive des produits financiers à risque.

Mais c'est surtout sous George W. Bush que les allées du pouvoir virent affluer les anciens de GS. Henry « Hank » Paulson, trente ans chez Goldman Sachs, dont il fut PDG, devint lui aussi secrétaire au Trésor. Auparavant, Stephen Friedman, un co-numéro deux de GS, où il a passé vingt-huit ans, avait été le premier conseiller économique du président Bush, une position qu'il quittera pour devenir, en 2008, président du conseil d'administration de la réserve fédérale de New York (celle qui supervise les marchés financiers). Autant dire qu'il a participé de près à l'intervention publique dans la crise au côté de celui qui était alors son président opérationnel, Timothy Geithner, aujourd'hui secrétaire au Trésor de Barack Obama.

Des années 1930 jusqu'à la récente bulle des *junk bonds* des années 1980 ou celle des valeurs technologiques de la fin des années 1990, toutes seraient attribuables au machiavélisme de Goldman Sachs,



Stephen Friedman (au centre) avait travaillé vingt-huit ans chez Goldman Sachs avant de devenir le premier conseiller économique de George Bush, fin 2002. PAUL MORSE/THE WHITE HOUSE

Ex-conseiller aux affaires internationales de GS, Robert Zoellick avait déjà travaillé au département du Trésor sous George Bush père, dont il fut ensuite chef de cabinet. Le fils allait en faire un représentant spécial au commerce, avant de nommer à la tête de la Banque mondiale. Reuben Jeffery III, dix-neuf ans chez Goldman, finira sous-secrétaire d'Etat à l'économie, aux finances et à l'agriculture, de 2007 à 2008. Enfin, lorsqu'il dut assigner la gestion des 700 milliards de dollars de son plan de sauvetage financier, à qui Hank Paulson fit-il appel fin 2008 ? Au jeune Neel Kashkari, depuis cinq ans chez GS. Quant à Josh Bolten, ses cinq années passées chez Goldman suffirent pour que « W » en fasse son chef de cabinet.

La liste de ces supposées passerelles, recensées dans un article publié par le magazine *Rolling Stone*, perturbe pour deux motifs : elle est terriblement éloquent, au moins pour le passé récent ; et elle est reprise par d'autres, qui ne sont pas des adeptes des théories du complot.

Goldman Sachs bénéficie-t-elle d'un traitement privilégié de la part des pouvoirs publics américains ? Ce qui fait sa force, ou sa puissance, explique-t-il son entregent politique ?

Gretchen Morgenson, chroniqueuse vedette du *New York Times*, a dévoilé que, après avoir laissé Lehman Brothers aller à la faillite, le ministre Paulson a appelé en une semaine vingt-quatre fois Lloyd Blankfein, le patron de GS. Aucun autre banquier de la place n'a bénéficié d'une telle assiduité. « *Qui donc le ministre aurait-il appelé ?* », demande Lucas Van Praag, le grand communicant de Goldman. *Hormis JP Morgan et nous-mêmes, toutes les banques allaient alors si mal !*

La « Goldman Connexion » se poursuit-elle sous l'administration Obama ? Quelle chance, explique-t-on dans l'entourage de GS, il se trouve que Blankfein, l'actuel PDG, est plutôt démocrate. Pour GS, « *l'accession d'Obama à la Maison Blanche ne modifie strictement rien* », dit le recteur Cooley.

Avant l'élection présidentielle de 2008, les cadres de Goldman ont versé 981 000 dollars à la campagne démocrate, quatre fois plus qu'aux républicains. Avec

son flair usuel, GS avait très tôt pronostiqué la victoire d'Obama, dit la rumeur. « *Le choix de Lawrence Summers à la tête du Conseil économique doit beaucoup à Robert Rubin* », dont il avait été l'adjoint sous Clinton, assure encore M. Cooley. Quant à Timothy Geithner, qui n'est pas un « Goldman Boy », il a été remplacé poste pour poste à la tête de la Fed de New York par William Dudley, vingt et un ans chez GS.

Surtout, l'entrée en fonctions de Tim Geithner comme secrétaire au Trésor d'Obama n'était pas encore actualisée que le ministre avait déjà choisi son chef de cabinet. Il se nomme Mark Patterson. Depuis des années, il était l'un des plus importants lobbyistes pour Goldman Sachs à Washington.

Le jour même où il choisissait Patterson, M. Geithner a signé une directive d'application de l'ordre que le nouveau président avait signée cinq jours plus tôt pour tenir les lobbyistes « à l'écart » de l'attribution des fonds alloués aux banques par le plan de sauvetage financier (TARP). Le journal *USA Today* a alors immédiatement appelé que, pour se faire élire, M. Obama avait insisté sur la nécessité de limiter drastiquement l'influence des lobbies à Washington. Il semblait donc que, même pour le président du « changement », Goldman Sachs n'était pas soumis aux règles qui valent pour les autres. Le 26 septembre 2008, le Center for Responsive Politics (un groupe de recherche) avait indiqué que, sur l'année écoulée, GS avait dépensé 29,6 millions de dollars en financements politiques divers et 43 millions en lobbying au Congrès pour y défendre ses intérêts.

« *Consanguinité* » : le mot revient souvent. Entre Goldman Sachs et la haute administration existaient des liens d'extrême proximité dont chacun tirerait avantage – surtout GS. Lloyd Blankfein feint de s'en offusquer : « *Ce qui fut longtemps une vertu est en passe de devenir un vice* », a-t-il déclaré. En d'autres termes, la tradition serait ancrée : les banquiers de la firme, la cinquantaine atteinte et leur coffre-fort remarquablement rempli – il ne peut en être autrement, sinon ils n'auraient pas pu rester chez GS –, il leur est commun de rendre à la société ce qu'elle leur a donné.

Certains s'occupent de bienfaisance ou d'ONG, d'autres se laissent séduire par les sirènes de la haute fonction publique. Qu'y aurait-il de plus vertueux que de renoncer à des émoluments exceptionnellement gras pour servir l'Etat ?

« *En France, dit notre banquier européen, énarques et polytechniciens servent d'abord l'Etat puis vont profiter dans le pri-*

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

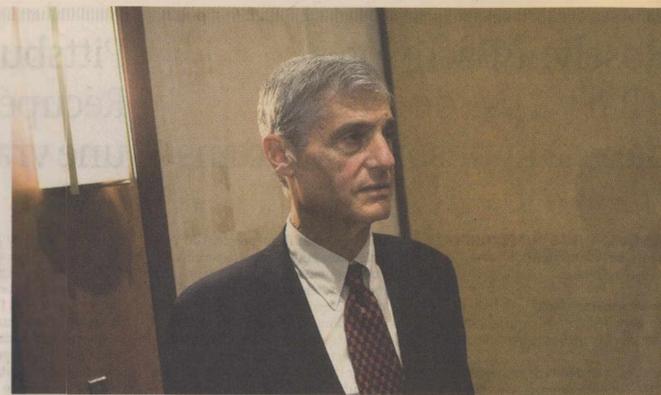
« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »

« *Je ne veux pas être comme Lance* »



Après vingt-six ans passés chez Goldman Sachs, Robert Rubin a été secrétaire au Trésor, de 1995 à 1999, lorsque Bill Clinton était à la Maison Blanche. BRENDAN SMIALOWSKI/BLOOMBERG NEWS

première tranche de 85 milliards a été débloquée par l'Etat américain suscitent des commentaires acridés. « *Sans renflouement public d'AIG, Goldman aurait sombré avec tous les autres*, assure un grand banquier, sous le sceau de l'anonymat. *On en sait peu sur ce qui s'est réellement passé. Qui a promis quoi à qui ? Pourquoi la garantie de l'Etat a-t-elle été si scandaleusement sous-payée ?* »

Antoine Bernheim, lui, donne une autre explication. « *Dans les moments de très grande tension, l'accès au pouvoir devient absolument essentiel. Dick Fuld [PDG de Lehman Brothers] ne l'avait pas. Goldman était, comme on dit ici, "one phone call away from the President", "à un coup de fil du président" – en l'occurrence de son ministre des finances, auquel George Bush avait délégué tous les pouvoirs. Lors de la semaine fatidique, en septembre 2008, le Washington Post avait titré : "Les ex-Goldman tiennent les manettes à Washington".* »

Beaucoup plus que quiconque, GS semble toujours « à un coup de fil » plus près du centre de décision politique que ne le sont les autres banquiers. Cela reste vrai sous Obama, bien que la vox populi à Wall Street donne JP Morgan Chase « à la hausse ».



A peine nommé secrétaire au Trésor par Barack Obama, début 2009, Timothy Geithner (à droite) a choisi pour chef de cabinet Mark Patterson, l'un des plus importants lobbyistes de Goldman Sachs. ASSOCIATED PRESS

Le rôle de « GS » au centre d'une polémique dans la presse américaine

UNE SOUDAINNE AVALANCHE d'articles a pris Goldman Sachs pour cible depuis le déclenchement de la crise financière, à l'automne 2008. Le plus sévère est paru le 2 juillet dans le magazine *Rolling Stone*. Dans son article intitulé « *La grande machine à bulles américaine* », le journaliste Matt Taibbi accuse la banque de manipuler Wall Street depuis... la Grande Dépression. Il rappelle que, dans son ouvrage classique *La Crise économique de 1929*, John Kenneth Galbraith, le plus célèbre économiste américain du XX^e siècle, consacre un chapitre entier au rôle selon lui néfaste joué alors par GS.

Mais c'est surtout sous George W. Bush que les allées du pouvoir virent affluer les anciens de GS. Henry « Hank » Paulson, trente ans chez Goldman Sachs, dont il fut PDG, devint lui aussi secrétaire au Trésor. Auparavant, Stephen Friedman, un co-numéro deux de GS, où il a passé vingt-huit ans, avait été le premier conseiller économique du président Bush, une position qu'il quittera pour devenir, en 2008, président du conseil d'administration de la réserve fédérale de New York (celle qui supervise les marchés financiers). Autant dire qu'il a participé de près à l'intervention publique dans la crise au côté de celui qui était alors son président opérationnel, Timothy Geithner, aujourd'hui secrétaire au Trésor de Barack Obama.

qui, faisant de l'Etat fédéral son jouet, entraîne dans son sillage les autres investisseurs. Même dans la brusque poussée de cours pétroliers – de 60 dollars le baril à la mi-2007 à 147 dollars à l'été 2008 – et dans leurs retombées spectaculaires, Matt Taibbi retrouve la main occulte de GS.

Sa thèse est que Goldman « *se positionne systématiquement au centre de bulles et vend des investissements qu'il sait être des saloperies* ». Tant que « *l'escroquerie* » fonctionne, la banque engrange des bénéfices énormes. Le jour où la bulle explose, l'Etat américain, « *estropié et corrompu*, (...) réécrit les règles » pour que Goldman s'en sorte au mieux. Les classes moyennes payent les pots cassés. « *Tout l'argent que vous perdez va quelque part. Au profit comme au figure : Goldman Sachs est cet endroit* », conclut-il.

L'auteur anticipe même sur la prochaine bulle financière. Elle sera, écrit-il, centrée sur la titrisation des taxes carbone que GS promeut avec acharnement. Valeur estimée : plus de 1 000 milliards de dollars dans dix ans. Selon M. Taibbi, « *Goldman Sachs n'aura pas besoin de tricher. Le jeu est déjà truqué* », toujours grâce à la complaisance des pouvoirs publics.

Tout cela paraît relever d'une vision « *conspirationniste* » dangereusement obsidionale qui voit en GS une hydre hideuse étendant dans l'ombre ses innombrables serpents. Beaucoup, dans les milieux financiers, ont estimé que l'article, « *par son outrance, sert Goldman plus qu'il ne lui nuit* ».

Pourtant, des proches de Lloyd Blankfein rapportent que le PDG de GS en a été affecté. « *Je ne veux pas être comme Lance* »

leur aurait-il dit. Traduction : devenir comme ce cycliste qui assure ne s'être jamais dopé mais que personne ne croit.

Le 31 août, le magazine *Time* sonnait la contre-attaque. William Cohan, ancien banquier, qui prépare un livre sur Goldman Sachs, répondait à Matt Taibbi. Il intitulait son article : « *La rage contre Goldman Sachs* ». Cohan y démontait avec humour la thèse qui attribue à la banque toutes les plaies, « *de l'assassinat de l'archiduc Ferdinand à l'incendie du Reichstag* ». Mais il admet que « *Goldman est devenue l'entreprise la plus astucieuse, la plus opaque et la plus influente qui soit* ».

Il est acquis que GS a commencé à se retirer de la sphère des affaires dès le début 2007, bien avant que les autres banques réussissent. « *Si vous êtes conspirationniste*, dit Cohan, *vous concluez que*

« *Goldman a forcément bénéficié d'informations et manipulé les cours* ». Dans *Rolling Stone*, Matt Taibbi ne se prive pas de puiser dans ce registre : n'est-ce pas la décade par Goldman de deux hedge funds de Bear Stearns, des avril 2007, qui a sifflé la fin de la récréation subprime ? C'est donc GS qui l'a succédé.

« *Mais si vous regardez les faits*, poursuit William Cohan, *vous observez que Goldman a réagi dès décembre 2006* ». David Viniar, son directeur financier, a constaté dix jours successifs de chute des titres subprime. Mais il admet que « *Goldman est devenue l'entreprise la plus astucieuse, la plus opaque et la plus influente qui soit* ». Conclusion de Cohan : « *C'est parce que les gens de Goldman sont les meilleurs, leur gestion du risque supérieure aux autres, que l'Etat leur fait plus confiance* ». ■ S.C.

Roselyne Bachelot : « Il n'y a pas de retard dans la livraison des vaccins »

LES QUESTIONS DU MERCREDI

France Inter • « Le Monde »
avec Dailymotion

Roselyne Bachelot

Ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Où en est l'épidémie de grippe A ?

Elle continue de progresser. Nous avons la semaine dernière 160 cas pour 100 000 habitants. Nous en avons cette semaine 260 pour 100 000 habitants. Il y a donc une nette progression.

Quand la vaccination va-t-elle commencer ? Y a-t-il du retard dans la livraison des vaccins ?

Non, il n'y a pas de retard. La question n'est pas la livraison des vaccins, nous en avons déjà reçu, mais l'obtention des autorisations de mise sur le marché. Car il n'est évidemment pas question de proposer à nos compatriotes des vaccins qui n'auraient pas été validés par toutes les procédures d'efficacité et d'innocuité. Un médecin sur deux refuse la vaccination. Allez-vous adopter des mesures coercitives ?

Non, je compte sur la persuasion. Ils ont besoin d'information, nous allons la leur donner. Je veux que les médecins et l'ensemble des professionnels de santé qui ont choisi ces métiers sur un mode de bénévolence, de bienveillance, d'altruisme, se disent qu'ils vont évidemment se protéger et qu'ils vont protéger aussi leurs malades et l'ensemble de la population. 800 000 femmes enceintes doivent être vaccinées en priorité. Quand pourront-elles l'être ?

Le Haut Conseil de la santé publique a défini que les femmes enceintes étaient un public prioritaire. Il nous a aussi indiqué qu'il serait judicieux, par mesure de précaution, de leur proposer un vaccin sans adjuvant. Si nous ne disposions pas tout de suite de ce type de vaccins, nous ne serions pas pour autant démunis. Nous pourrions leur proposer une vaccination en anneau. C'est-à-dire que nous vaccinerions en priorité les personnes qui les entourent, leur famille, celles et ceux avec qui elles travaillent, pour les protéger.

Comment la vaccination va-t-elle se décliner sur le terrain ?

Pour assurer la sécurité et la traçabilité

de la vaccination, il faut procéder de manière collective. Nos préfets sont à l'œuvre pour installer les centres de vaccination, recruter sur le mode du volontariat les professionnels de santé. J'en appelle à la responsabilité des médecins, des infirmières, mais aussi des étudiants ou des médecins jeunes recrutés qui pourront être habilités à faire ces vaccinations. Nous aurons besoin de toutes les forces. Le gouvernement devrait annoncer la semaine prochaine un relèvement du forfait hospitalier. Comment justifier cette hausse alors que Nicolas Sarkozy a exclu de nouveaux prélèvements ?

Nous avons, durant la crise, augmenté les dépenses sociales. La sécurité sociale a été un coussin social pour les plus pauvres et les plus modestes. Nous avons, par ailleurs, perdu un montant élevé de recettes. Il n'est pas question de revenir avec dureté à l'équilibre des comptes mais il ne faut pas non plus laisser le bateau dériver. Je souhaite que les efforts soient partagés entre les producteurs de soins, l'industrie pharmaceutique et les assurés.

Le montant de 18 euros a-t-il votre faveur ?

Je ne vous dirai rien car l'arbitrage n'est pas rendu.

La taxe carbone est mal accueillie par les Français, notamment par les milieux populaires. Nicolas Sarkozy n'est-il pas allé trop vite ?

La donne écologique est d'autant plus dure à appliquer que les pays industrialisés ont pris beaucoup de retard. La fiscalité écologique est une absolue nécessité. C'est un des leviers les plus puissants que l'on connaisse pour faire varier les comportements dans le bon sens. Il y a un très gros travail d'explication à fournir aux Français. Il faut qu'ils comprennent que le pouvoir d'achat des plus modestes ne sera pas pénalisé. Dès le début de l'année prochaine, ils auront une réduction d'impôts ou recevront un chèque. Il faut bien expliquer aussi que la fiscalité écologique va se déployer au niveau européen. La création d'une taxe carbone à l'entrée de l'Union européenne est un enjeu majeur pour obtenir une modification des comportements. ■

Propos recueillis par
Jean-François Achilli
et Françoise Fressoz

Pittsburgh : encore un G20 pour rien Récupérer la « taxe Tobin » est inutile sans une vraie régulation du système financier

Thomas Coutrot

Economiste, membre du conseil scientifique d'Attac France

Le G20 de Pittsburgh s'inscrit dans la continuité des précédents : tout l'indique. Il se garde de toute mesure contraignante envers l'industrie financière, se contentant d'admonester les banques et les paradis fiscaux. Il ne s'agit pas de modérer l'appétit des investisseurs pour des rendements extravagants (10 à 30 % par an !), ni de réduire la ponction imposée sur l'économie. Non. L'objectif est de passer, par l'autorégulation des acteurs financiers, d'une financiarisation anarchique à une « financiarisation durable ». Il s'agit d'aider la finance à se protéger de ses propres excès pour lui permettre de continuer à prélever une part croissante de la richesse sociale.

On amuse la galerie avec les bonus des traders : si une opération a permis un gain sur six mois grâce à un placement très risqué à deux ans, la banque devra étaler sur deux ans le versement du bonus. Beau principe qui oublie un détail : la crise a démontré de manière accablante que les modèles mathématiques de calcul du risque utilisés par les petits génies de la finance ne valaient rien. Les banques, tout comme les autorités de régulation et les agences de notation, ne savent plus apprécier les risques. Grâce à la dérégulation, « la finance de l'ombre » (*shadow banking*) a tellement prospéré que plus personne ne peut aujourd'hui avoir une appréciation d'ensemble de l'état du système, et encore moins faire rentrer le torrent dans son lit. La prolifération des bulles financières et des crises monétaires n'est pas près de se terminer.

Pourtant, les mesures qui permettraient de domestiquer la finance sont bien connues. Ce n'est pas Attac qui le dit, c'est Adair Turner, le président de l'Autorité britannique des services financiers (FSA) : « Si vous voulez faire cesser les rémunérations excessives dans un secteur financier hypertrophié, vous devez réduire la taille de ce secteur ou appliquer des taxes spéciales sur ses bénéfices avant rémunération. » Pour M. Turner, le niveau de rémunération dans les banques vient d'« une dérégulation financière caricaturale », et une grande part des activités de la finance est « socialement inutile ».

Il connaît également les remèdes : augmenter le capital minimum nécessaire pour exercer des activités boursières serait

une arme « puissante pour éliminer activités et profits excessifs », et il faudrait en outre « examiner la possibilité de taxes sur les transactions financières, des taxes Tobin ». Examen qui a d'ailleurs déjà été fait maintes fois, par exemple par la commission Landau, réunie en 2005 par Jacques Chirac. Bien entendu, il sera impossible de ramener l'industrie de la finance à de plus justes et modestes proportions sans une taxation significative et une réglementation beaucoup plus sévère de ses activités, qui dissuadent ou empêchent les financiers de jouer à la roulette russe avec la vie des autres.

Ces déclarations de bon sens du régulateur des marchés financiers britanniques sont tombées pendant la campagne électorale allemande, et ont inspiré les dirigeants du SPD, et même Angela Merkel. Un silence assourdissant a accueilli en juin dernier les propositions, modérées mais déjà quelque peu iconoclastes, de la commission des Nations unies présidée par Joseph Stiglitz, sur la réforme des institutions financières. Mais cette fois le tabou a sauté : un débat international au plus haut niveau s'est engagé sur la taxation des transactions financières, une mesure portée depuis plus de dix ans par les altermondialistes.

L'explication est sans doute la suivante : l'explosion des déficits publics laisse prévoir la nécessité de coupes claires dans les dépenses sociales, et de soubresauts politiques importants. L'irruption de la manifestation des ouvriers de l'industrie automobile dans la Bourse de Paris le 17 septembre est une première qui pourrait faire des émules. Certains dirigeants estiment donc qu'il vaut mieux lâcher du lest en ébauchant une taxation de la finance, pour pouvoir se prévaloir d'un souci de justice sociale et de partage des sacrifices.

Mais sur le fond, droite néolibérale et gauche de gouvernement sont d'accord : non, le problème n'est pas que la finance domine la société, c'est qu'elle le fait de façon désordonnée. En France, cette dénégation prend

un tour aigu : les « experts » de tous bords, quasi unanimes, affirment que la finance n'a pas accaparé une fraction croissante de la richesse créée, et que les profits financiers n'ont pas accru leur part dans la valeur ajoutée au détriment des salaires. La France serait une exception dans un tableau général de baisse de la part des salaires et de montée des inégalités, pourtant désormais admis même par l'OCDE et la Commission européenne. Après le rapport Cotis sur le partage de la valeur ajoutée, une note de la « Fondation progressiste » Terra Nova, rédigée par d'éminents économistes proches du Parti socialiste, répétait récemment ce diagnostic autiste, sans même prononcer le mot « dividendes ». C'est pourtant un fait que la part des dividendes versés dans la valeur ajoutée des entreprises est passée en France de 3,2 % en 1982 à 8,5 % en 2007. Un fait que le consensus actuel préfère ignorer.

« Grâce à la dérégulation, « la finance de l'ombre » a tellement prospéré que plus personne ne peut avoir une appréciation d'ensemble de l'état du système »

« Le secteur financier hypertrophié », « ses profits excessifs », « ses activités socialement inutiles » ont donc encore de beaux jours devant eux. Les gouvernements continueront à faire des « recommandations » floues et sans valeur juridique, auxquelles les financiers et les paradis fiscaux n'auront guère de mal à se conformer sans rien changer. La vraie autorité de régulation mondiale de la finance – la Banque des règlements internationaux de Bâle – a bien édicté à l'été 2008 quelques nouvelles règles qui réduisent un peu les possibilités de spéculation – ce que les financiers appellent « l'effet de levier » – mais sans toucher à l'essentiel. Et il y a fort à parier que les velléités de taxation de la finance finiront en caricature – comme cette « taxe volontaire » que préconise sans sourire Bernard Kouchner. A moins que les citoyens ne commencent à s'emparer vraiment de ces questions. ■

Les fausses évidences de la réforme territoriale Les collectivités locales victimes de la démagogie

Claudy Lebretton

Président du conseil général des Côtes-d'Armor, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains

Toulon, 25 septembre 2008. Le président de la République annonce que « le moment est venu de poser la question des échelons de collectivités locales dont le nombre et l'enchevêtrement des compétences est une source d'inefficacité et de dépenses supplémentaires ». Un an plus tard, à force de l'asséner, le message fait office de dogme. Le président a focalisé l'attention de nos concitoyens sur une image de l'organisation territoriale qui se décline en superlatifs : « trop d'échelons », « trop d'élus », « trop d'indemnités », « trop de dépenses somptuaires », etc. En la matière, le président de la République n'en est pas à son coup d'essai. Il est un expert en communication politique. Mais le sens de la formule ne fait pas une réforme.

Combien d'élus en France ? Un président de la République et 39 ministres, 998 parlementaires, 1 880 conseillers régionaux, 4 220 conseillers généraux et 36 838 maires, auxquels il faut ajouter environ 492 000 conseillers municipaux. Or la réforme territoriale – et notamment l'emblématique création de conseillers territoriaux – ne vise que les départements et les régions. Elle exclut de son champ d'application la Corse et l'Outre-mer. Au final, cette réforme

de plus de 100 000 habitants ne peut prétendre percevoir qu'une indemnité nette d'environ 2 000 euros par mois. L'indemnité d'un conseiller général ou régional, elle, oscille entre 1 200 et 4 000 euros, avec un plafond de 5 500 euros pour les présidents. En réalité, 90 % des élus sont bénévoles. Pour ma part, les indemnités que je perçois comme président du conseil général des Côtes-d'Armor se montent à 4 500 euros. Demain, quelle indemnité pour le conseiller territorial ? Faudra-t-il « payer » ce nouveau professionnel de la politique, comme un président de la République (20 000 euros par

« Au final, cette réforme ne concerne que 1 % des élus »

mois), un premier ministre (18 500), un ministre (11 à 12 000), ou un parlementaire (5 500) ?

Je prends le pari que pour faire accepter cette réforme, le gouvernement sera conduit à proposer une revalorisation substantielle des indemnités versées aux élus locaux. Quelles économies alors ?

Deuxième idée reçue : « La confusion des responsabilités conduit à des dérapages financiers supportés

par les contribuables. » Je l'affirme, les collectivités n'interviennent pas partout, à tout propos, sans cohérence. 90 % des actions engagées par les départements et les régions relèvent de leur champ de compétences propres. La confusion, c'est le gouvernement qui l'entretient depuis des mois. Qui assure la réussite du plan de relance ? Qui investit chaque année près de 50 milliards d'euros (soit 73 % des investissements publics) ? Qui, aujourd'hui, crée de la croissance et de l'emploi sinon les collectivités locales aux côtés des entreprises et de leurs salariés ? Et l'Etat dans tout ça ? Est-il en mesure de faire la leçon aux collectivités locales en matière de finances publiques quand son déficit a doublé en un an ? Si l'endettement des collectivités locales est bien réel, il ne représente pas plus de 11 % de la dette publique de l'Etat, qui s'élève à 1 500 milliards d'euros. De l'Etat ou des collectivités locales, le plus vertueux dans la maîtrise des budgets n'est pas celui qu'on croit...

Pour autant, ne faut-il rien changer ? Non. L'organisation de notre territoire doit être améliorée. Mais la réforme territoriale devra être débattue en toute transparence. Elle devra être acceptée par les citoyens et les élus et reposer sur des principes clairs, loin des idées reçues et des calculs politiques. ■

VIENT DE PARAÎTRE

philosophie

MAGAZINE

DARFOUR
La première guerre du climat

LE SCANDALE DE L'INÉGALITÉ

(et les idées pour en sortir)

PETER SINGER
Le penseur de la libération animale

ENQUÊTE
Pourquoi on s'engage

POLÉMIQUE
L'art contemporain se moque-t-il de nous ?

Wittgenstein
Se guérir des faux problèmes

Quand le capitalisme tourne avide...